

# Le Brexit menacerait la paix en Irlande

L'apaisement acquis grâce à l'accord du vendredi saint et à l'adhésion de la Grande-Bretagne et de l'Eire à l'Europe est gravement menacé estime la romancière irlandaise Lisa McInerney

Par LISA MCINERNEY

Je me souviens d'une campagne publicitaire qui passait à la télévision en République d'Irlande, à la fin des années 1990. On y voyait un groupe d'amis occupés à pêcher, à manger et à jouer de la musique en Irlande du Nord sous le slogan « *L'Irlande du Nord que vous ne connaissez jamais... à moins d'y aller.* » A cause des décennies de violence qu'avait connues l'Ulster avant la signature de l'accord de Belfast, la majorité des citoyens de la République d'Irlande n'y étaient jamais allés. En 1999, le bureau du tourisme d'Irlande du Nord vit dans l'entrée en vigueur de l'accord de paix l'occasion d'inviter de nouveaux amis vivant de l'autre côté de la frontière. La campagne connut un grand succès et aujourd'hui encore, vingt ans après, les Irlandais disent souvent pour plaisanter : « Tu ne sauras jamais... à moins de venir », même si beaucoup ne se souviennent pas vraiment de l'origine de la formule.

Vingt ans. En vingt ans notre île a beaucoup changé. Elle est devenue plus cohérente tout en préservant les identités distinctes de ses communautés, elle a connu de saines rivalités entre ses provinces et ses villes, ressenties comme un tout complexe et dynamique, et non comme une famille désunie. Je peux me rendre sans problème à Belfast passer un week-end à boire, manger et écouter

de la poésie, ou partir visiter les grottes de Marble Arch, dans le comté nord-irlandais de Fermanagh, ou encore traverser Derry, ville d'Irlande du Nord, à l'aller comme au retour quand je me rends dans la péninsule d'Inishowen, qui se trouve dans le comté irlandais de Donegal. Il est difficile pour les étrangers de réaliser à quel point la « frontière » irlandaise est perméable (peut-être ne le sauront-ils jamais à moins d'y aller?...).

## IL Y AVAIT LA DOULEUR

Pour mes parents et grands-parents, en revanche, il était compliqué de se rendre en Irlande du Nord. Il y avait la frontière, gardée par l'armée britannique et ciblée par l'IRA. La logistique n'était pas simple, la ligne n'était absolument pas perméable. Et puis il y avait la douleur : la méfiance entre

ceux du Nord qui se disaient britanniques, ceux du Nord qui se disaient irlandais, et ceux de la République qui n'étaient pas très sûrs de leur rôle, ou qui oubliaient leurs frères de l'autre côté de cette frontière et les laissaient combattre seuls pour leurs droits civiques.

Vingt ans, alors qu'il semble que c'était il y a un siècle. Aujourd'hui il n'y a plus de points de passage physiques entre la République et le Nord, aucun garde armé ni sniper. Le seul détail qui vous indique que vous êtes passé d'une juridiction à l'autre, ce sont les panneaux routiers. L'Irlande du Nord les affiche en miles, comme la Grande-Bretagne, alors que la République utilise les kilomètres, comme dans le reste de l'Europe. Vingt ans, et voilà que le Brexit menace tout ce que l'accord de Belfast a jusqu'ici protégé.

Si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne (UE), il ne sera plus tenu d'assurer la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des individus. Alors que Theresa May avait accepté la demande du gouvernement irlandais d'un « backstop » – un arrangement qui, pour éviter le retour d'une frontière « dure », garantit que le Royaume-Uni restera aligné sur l'UE jusqu'à ce qu'il trouve une alternative faisable aux contrôles douaniers –, elle veut aujourd'hui dénoncer cet accord sous la pression des partisans d'un Brexit dur. « *L'Irlande n'a pas besoin d'un backstop* », assure-t-on à l'Irlande, parce que le gouvernement britannique finira par trouver une solution : « *Ne vous inquiétez pas, ce n'est pas un problème, cessez de vous plaindre, faites ce qu'on vous dit.* »

De nombreux parlementaires britanniques, en particulier ces hard-brexiters, ne semblent pas comprendre – ou peut-être s'en moquent-ils – à quel point l'accord de Belfast est un contrat complexe, l'extraordinaire aboutissement qu'il représente, le bien immense qu'il a fait à notre île, ni pourquoi le peuple d'Irlande ne peut aveuglément leur faire confiance pour trouver une solution dans le futur.

Pour dire les choses simplement, l'accord de paix garantit le libre choix des Nord-Irlandais à être britanniques, irlandais ou les deux, et oblige les gouvernements irlandais et britannique à œuvrer de concert pour assurer le bien-être de la population. Il nous a

permis de démanteler l'infrastructure qui séparait six comtés des vingt-six autres, divisait les communautés et les familles, et qui a longtemps symbolisé la brutalité britannique et l'inégalité entre nos pays. Cela fait trente ans que le mur de Berlin est tombé. Qui pourrait imaginer le reconstruire ?

Deux éléments ont permis à l'Irlande contemporaine de retrouver vigueur et sécurité. L'un est l'accord de Belfast. L'autre est l'appartenance à l'UE. C'est en tant que membre de l'UE que l'Irlande a eu le sentiment d'être l'égale de la Grande-Bretagne, et qu'elle s'est sentie capable de se libérer du poids amer de l'histoire pour aller vers un avenir placé sous le signe de l'amitié et du respect.

Quand, en 2016, le peuple britannique a voté en faveur d'une sortie de

## C'EST EN TANT QUE MEMBRE DE L'UE QUE L'IRLANDE A EU LE SENTIMENT D'ÊTRE L'EGALE DE LA GRANDE-BRETAGNE

l'UE, la majorité des Irlandais ont été consternés, non seulement à cause du risque d'une nouvelle partition, mais aussi en raison de l'attitude lamentable que certains politiciens britanniques ont affichée à l'égard de l'Irlande, montrant par là qu'un nombre important de Britanniques nous considèrent encore comme des sujets inférieurs et indisciplinés, et pas du tout comme des amis et des égaux.

Nous nous inquiétons pour nos amis au Royaume-Uni qui ont voté pour rester dans une Europe des égaux. Nous nous inquiétons pour ceux qui ont voté pour le Brexit, parce que beaucoup ont été dupés, et que l'avenir meilleur qu'on leur avait promis s'est surtout concrétisé pour quelques lâches politicards et affairistes qui ne cherchent qu'à s'en mettre plein les poches. Nous nous inquiétons pour nos amis unionistes d'Irlande du Nord, à qui l'on demande de choisir entre identité et sécurité, au nom d'un pouvoir central britannique qui daigne à peine se souvenir d'eux.

**NOUS SÉPARER À NOUVEAU**

Nous parlons des écrivains nord-irlandais comme nous parlons des écrivains de Dublin, en tant que communauté, et non comme un moyen de diviser. Où en serait la littérature irlandaise sans Seamus Heaney, né au Nord et établi dans la République? Lorsque Anna Burns a remporté le Booker Prize

en 2018 [la plus grande distinction littéraire dans le monde anglo-saxon], nous nous en sommes réjouis parce que la célébration transfrontalière est désormais la norme. Ici, en République d'Irlande, nous sommes tout aussi fiers

d'écrivains nord-irlandais tels que Jan Carson, Paul McVeigh, Wendy Erskine, David Park, Paul Muldoon, et Lucy Caldwell, pour n'en citer que quelques-uns. Nous appartenons à la même tradition vitale. Le Brexit nous obligerait à nous séparer à nouveau. Qui voudrait voir sa famille déchirée alors qu'elle vient à peine de se retrouver? Vingt ans, tout ça pour en arriver là?

Je me trouvais à Londres la veille du vote sur le Brexit. J'assistais à un événement littéraire et m'étais mise à bavarder avec un jeune journaliste britannique qui me demanda ce que je pensais du référendum. «J'ai peur», lui

dis-je. Surpris, il me demanda pourquoi. «Parce que si vous votez pour la sortie, qu'advient-il de l'Irlande du Nord?» «Ah! fit-il. Ah! Je n'avais pas pensé à ça.»

Bon. Il n'était pas irlandais. Il ne pouvait comprendre ce que cela signifie d'être irlandais. Aujourd'hui encore, quand des politiciens britanniques conservateurs se rendent en Irlande du Nord et visitent les comtés frontaliers, ils ne semblent pas comprendre. Et je pense qu'ils ne comprendront jamais. Même s'ils y vont. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

**J** Lisa McInerney est romancière et blogueuse. Née en 1981 à Galway, sur la côte ouest de l'Irlande, elle est l'une des figures montantes de la littérature irlandaise. Remarquée avec «Hérésies glorieuses» (Joëlle Losfeld, 2017), couronné de plusieurs prix, elle a publié ensuite «Miracles du sang», chez Joëlle Losfeld.

# L'adhésion des Britanniques ne venait pas du cœur

Des raisons historiques et le profond attachement des Britanniques à la liberté ont fait en sorte qu'ils n'ont jamais pleinement souscrit au projet européen, explique le journaliste Charles Moore

Par CHARLES MOORE

**L**e spectacle qu'offre actuellement la Chambre des communes pourrait laisser penser que les Britanniques ont perdu la tête quand ils ont voté pour le Brexit. Pour sa part, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a récemment expédié ceux qui promeuvent la sortie de l'Union «à une place spéciale en enfer». J'aimerais donc expliquer pourquoi je crois que nous ne sommes ni fous ni démoniaques.

L'histoire détermine la façon dont nous, Britanniques, voyons l'Union européenne, comme elle détermine la nôtre. Nous n'avons pas été vaincus ou envahis pendant la seconde guerre mondiale. Par conséquent, nos institutions n'ont pas été discréditées. Le Parlement souverain, par lequel la Grande-Bretagne est gouvernée, a soutenu une coalition de tous les partis qui s'est avérée victorieuse. La conception que nous nous faisons de la liberté l'a emporté.

**NOUS N'APPRÉCIONS  
VRAIMENT PAS  
D'ÊTRE GOUVERNÉS  
PAR DES AUTORITÉS  
ÉTRANGÈRES,  
PLUTÔT QUE PAR  
LES REPRÉSENTANTS  
QUE NOUS, LE PEUPLE,  
AVONS ÉLUS**

Aussi, quand la Communauté économique européenne a été créée, nous avons salué l'idée, mais peu considéraient qu'il

s'agissait, pour la Grande-Bretagne, d'une nécessité vitale. Notre adhésion, disons, ne venait pas du cœur. Le général de Gaulle l'a bien compris et a eu la sagesse de s'opposer à deux reprises à ce que nous fassions notre entrée dans l'Union.

Lorsque, finalement, en 1973, nous l'avons intégrée, on nous expliquait que l'on pourrait ainsi apaiser notre détresse économique. Les interrogations que certains soulevèrent sur notre destin national et notre souveraineté furent minimisées par les partisans de l'entrée dans la CEE. Lors du référendum de 1975, nous avons tous massivement voté pour y rester, comme nous le demandait l'ensemble des principaux partis.

Dans les années 1980, grâce aux réformes du marché et des syndicats accomplies par Margaret Thatcher, notre économie s'est redressée. Ces réformes n'ont pas été menées avec l'aide de l'Europe, mais, au contraire, contre l'avis des pays européens qui s'y sont opposés. Un conflit a éclaté entre Margaret Thatcher et le président de la Commission, Jacques Delors. Il défendait le socialisme, des pouvoirs accrus pour Bruxelles, l'union monétaire européenne (UME) et l'union politique – tout ce que, elle, rejetait.

La fin de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne exigeaient, pour Jacques Delors, Helmut Kohl et François Mitterrand, de réaliser l'union monétaire (l'union politique était reportée à regret). L'opinion publique britannique, en revanche, était déterminée à garder la livre, et craignait que l'unité monétaire ne concentre inévitablement la puissance économique en Allemagne. L'euro était si

impopulaire que tous les partis qui s'affrontaient pendant l'élection de 1997 se devaient de promettre un référendum à

ce sujet. Nous sommes restés en dehors, même si le nouveau premier ministre, Tony Blair, souhaitait que nous y entrions, mais il savait qu'il aurait perdu s'il soumettait la question au vote.

Cette promesse de référendum aide à comprendre où nous en sommes aujourd'hui. Plus l'Europe est devenue puissante au cours du dernier siècle, plus le ressentiment de la Grande-Bretagne augmentait. Nous n'apprécions vraiment pas d'être gouvernés par des autorités étrangères, plutôt que par les représentants que nous, le peuple, avons élus. Je crois que le président Macron peut bien appeler à «plus d'Europe» parce que cela implique plus de pouvoir pour la France.

**PRINCIPES DÉMOCRATIQUES**

Aucun homme politique britannique n'oserait prétendre que «plus d'Europe» signifie plus de pouvoir pour la Grande-Bretagne : aucun électeur n'y croirait. La plupart de nos dirigeants politiques continuaient pourtant de rêver à plus d'intégration européenne; c'est pourquoi nous avons réclamé une vérification, pour casser le monopole des pro-Européens : un référendum sur l'appartenance même à l'Union européenne.

Ce sentiment était dominant au sein du Parti conservateur. En 2013, David Cameron, alors premier ministre, accepta de soumettre à référendum la question de l'appartenance à l'UE si son parti remportait les élections. A sa grande surprise, ce fut le cas, et il dut donc tenir promesse. L'Union européenne ne lui accorda, bêtement, que de légères concessions; il mena une campagne négative pour rester membre de l'Union, et ce fut l'échec.

Cela montre, je l'espère, que l'euroscpticisme des Britanniques ne date pas d'hier et qu'il s'appuie sur des principes

démocratiques. Alors même que les dirigeants des trois principaux partis faisaient campagne pour rester dans l'Union, 17,4 millions d'électeurs se sont déplacés pour voter en faveur d'une sortie de l'UE – un chiffre sans précédent dans l'histoire de notre pays. Ce n'était que la suite logique d'un problème ancien, ravivé par l'échec des élites européennes – les nôtres y compris – face à la crise financière de 2008. Bien sûr qu'il s'est agi d'un vote de protestation, mais la protestation était profonde et sérieuse. Rien à voir avec un spasme populiste.

Cette protestation se poursuit. Dans certains pays d'Europe, les référendums ne sont plus que des soupapes de sécurité. Le gouvernement fait quelques concessions, puis impose un second vote. Si cela devait se produire en Grande-Bretagne ce serait un scandale, car nous avons horreur d'être intimidés. Presque tous les jours, dans les pubs, dans les magasins, les trains, les églises, les cabinets médicaux, j'entends des gens dire : « *Ils essaient de nous empêcher de quitter l'Europe, mais nous avons voté pour ça!* » Par ce « ils », les gens entendent à la fois l'Union européenne et les députés qui sont en train de trahir leur promesse : aussi bien les députés travaillistes que ceux du Parti conservateur se sont engagés, durant les élections de 2017, de prendre acte du résultat.

Pour la plupart des électeurs du Brexit, les événements qui ont eu lieu depuis le référendum de 2016 n'ont fait que confirmer tout le mal qu'ils pensaient de l'UE : l'argent qui nous a été réclamé, les tentatives pour nous faire rester, la prétention de nous dicter les règles qui prévaudront à la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande ainsi qu'entre l'Ulster et le reste du Royaume-Uni.

Que diraient les Français si la Grande-Bretagne leur expliquait comment traiter les marchandises transitant de la Bretagne vers une autre partie du territoire ? Le langage insultant de Jean-Claude Juncker, le dédain de Michel Barnier et maintenant la relégation aux enfers par Donald Tusk ont donné raison à toutes les caricatures qui avaient été faites d'une Bruxelles toute-puissante. Que l'on puisse rester après tout somme comme une plaisanterie pour des millions d'entre nous.

Il semble désormais logique de sortir de l'Union sans accord et de s'en remettre aux règles de l'Organisation mondiale du commerce dans nos relations avec le continent. Nous sommes nombreux à vouloir une issue aussi plus positive, mais nous ne voulons pas d'une paix carthaginoise. Le « no-deal » serait dur pour nous, mais cela a des avantages précis. Cela signifie que l'on garderait nos 39 milliards de livres [qui doivent servir à payer les engagements de Londres prévus dans le ca-

*dre du budget pluriannuel en cours (2014-2020)], que nous serions libres de conclure nos propres accords commerciaux et que nous saurions à quoi nous en tenir plutôt que de traverser une transition qui nous laisserait démunis. Il se peut que nous soyons plus pauvres à court terme, mais nous serions libres.*

A la Chambre des communes, certains signes laissent à croire que l'on sortira bientôt de l'impasse. Les députés commencent enfin à honorer leur devoir constitutionnel, comme ils le font généralement au final. Il est remarquable qu'il n'y ait eu jusque-là, durant tout le processus de sortie, presque aucune violence. Notre système politique et les partis traditionnels sont mis à rude épreuve, mais ils fonctionnent, contrairement à tant d'autres sur le continent européen. Si le résultat du référendum est maintenu, la paix est presque garantie. Nous aurons exercé la liberté, qui devrait appartenir à toutes les nations européennes, de reprendre en main notre avenir. Ce n'est pas la loi de la foule, simplement le droit du peuple. ■

*Traduit de l'anglais  
par Pauline Colonna d'Istria*

**Charles Moore** est ancien rédacteur en chef du « *Daily Telegraph* », il est le biographe autorisé de Margaret Thatcher